

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 1<sup>er</sup> au 7 octobre 2026

**L'AfD décroche pour la première fois la présidence d'un Landtag.** Tobias Rausch, 35 ans, a été élu le 6 octobre président du Landtag de Saxe-Anhalt, à Magdebourg. Il devient ainsi le premier élu de l'AfD à accéder à la présidence d'un parlement régional en Allemagne. Il a recueilli 48 des 82 suffrages exprimés au premier tour, dont neuf voix provenant d'autres groupes parlementaires. Le BSW (extrême gauche), qui compte cinq élus, avait annoncé son soutien à sa candidature. Le vote étant secret, l'origine des autres voix n'est pas connue. La direction du groupe CDU avait recommandé à ses 15 députés de s'abstenir ; cinq abstentions ont été enregistrées. Le SPD, les Verts et Die Linke avaient, eux, annoncé leur opposition à Rausch. Dans son discours d'investiture, le nouveau président a assuré qu'il exercerait sa fonction au nom de l'ensemble du parlement et non de son groupe politique. La présidence du Landtag intervient dans un contexte politique inédit en Saxe-Anhalt. L'AfD a remporté les élections régionales du 6 septembre avec 43,8 % des voix, sans toutefois obtenir la majorité absolue. Le parti régional est classé par l'Office de protection de la Constitution de Saxe-Anhalt comme « extrémiste de droite avéré ». La formation prépare désormais la candidature d'Ulrich Siegmund au poste de ministre-président en décembre.

**Le chancelier allemand Friedrich Merz s'est rendu dimanche 4 octobre à Kiev pour une visite surprise, accompagné de la ministre de l'Économie Katherina Reiche.** À son arrivée, Merz a déclaré que l'Ukraine aurait besoin de « tout notre soutien » dans les semaines à venir et assuré au président Volodymyr Zelensky que l'Allemagne continuerait à l'aider. Merz a ainsi annoncé 1 milliard d'euros d'aide militaire à l'Ukraine, auxquels s'ajoutent 350 millions d'euros pour le secteur énergétique. Berlin veut notamment développer avec l'Ukraine des drones intercepteurs, des missiles de plus de 1 000 kilomètres de portée et des technologies satellitaires. Le chancelier insiste aussi sur les retombées pour l'industrie allemande : les entreprises de défense pourront tirer parti de l'expérience ukrainienne et développer des projets communs avec leurs partenaires locaux, notamment dans les drones et leur interception.

**Le chef du renseignement extérieur allemand, Martin Jäger, a averti lundi devant le Bundestag que la confrontation avec la Russie était devenue « plus dangereuse » et que l'Allemagne risquait de se retrouver impliquée dans un conflit violent avec Moscou.** Selon lui, la Russie représente aujourd'hui la menace la plus directe et la plus concrète pour l'Allemagne. Les services de renseignement précisent toutefois qu'aucun élément ne permet de conclure à une attaque imminente de la Russie contre l'Otan. Ils redoutent plutôt de possibles opérations militaires russes de faible intensité dans les pays baltes, destinées à tester la réaction de l'Alliance. Jäger a également plaidé pour une réforme des services de renseignement allemands. Les restrictions héritées de l'après-guerre limitent encore leurs capacités à mener certaines opérations, par exemple contre les sabotages et les cyberattaques. Le gouvernement prévoit de présenter une réforme cet hiver pour élargir leurs moyens d'action.

**August Hanning, ancien président du Service fédéral de renseignement allemand (BND), a été arrêté mardi dans le cadre d'une enquête du parquet fédéral pour des soupçons de trahison, d'espionnage et d'activité**

**au profit d'un service de renseignement étranger.** Un autre ancien cadre du BND, Manfred D., présenté comme son ancien chef de cabinet, a également été interpellé. Selon les informations de plusieurs médias allemands, Manfred D. aurait transmis à Hanning, contre rémunération, quelque 2 000 documents confidentiels du BND jusqu'en 2022. Ces documents porteraient sur le programme nucléaire iranien, l'armée russe et des informations fournies par des services partenaires. Les enquêteurs soupçonnent Hanning d'avoir utilisé certaines de ces informations dans ses échanges avec un agent étranger et d'avoir réalisé une analyse de sécurité pour un service de renseignement étranger. La destination des informations reste inconnue. Les soupçons sont apparus après une perquisition chez Hanning en septembre 2025, dans le cadre d'une autre enquête. Les enquêteurs y auraient découvert des documents secrets du BND datant de sa période postérieure à son départ du service, en 2005. Les deux hommes doivent être présentés au juge du Tribunal fédéral allemand. Si les accusations étaient confirmées, l'affaire constituerait l'un des dossiers de trahison les plus graves de l'histoire des services de renseignement allemands, compte tenu du rang de Hanning, qui a dirigé le BND de 1998 à 2005. Hanning avait depuis occupé le poste de secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Intérieur et s'était reconverti dans le conseil en sécurité.

### **La France et l'Allemagne demandent à Bruxelles de renforcer nettement les moyens de défense commerciale de l'Union européenne face aux distorsions de concurrence attribuées notamment à la Chine.**

Dans une lettre à Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron et Friedrich Merz proposent de pouvoir restreindre, voire exclure du marché unique, les biens et services d'un pays qui utiliserait le commerce comme levier de pression contre l'UE. Les deux dirigeants veulent aussi réduire les dépendances européennes dans des secteurs stratégiques — batteries, matières premières critiques, composants pour les énergies propres, semi-conducteurs, biotechnologies ou services financiers. Ils mettent par ailleurs en cause les effets d'un taux de change jugé défavorable à l'industrie européenne, visant implicitement la sous-évaluation du yuan. L'Allemagne, longtemps prudente en raison de la forte dépendance de son industrie aux débouchés chinois, durcit désormais sa position. Le recul des constructeurs automobiles allemands en Chine et les pertes d'emplois qui en résultent ont contribué à faire évoluer les positions du gouvernement et des milieux industriels. Bruxelles a accueilli favorablement la démarche, qui s'inscrit dans les efforts déjà engagés pour protéger l'industrie européenne, notamment dans l'acier et l'automobile. Le principe d'une réponse européenne plus ferme semble ainsi gagner du terrain, même si Paris, Berlin et la Commission évitent soigneusement de désigner explicitement la Chine dans leurs propositions.

#### **PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES**



Pour son dernier discours à l'occasion de la fête de l'Unité allemande avant la fin de son mandat, **Frank-Walter Steinmeier** a tenu un discours à Brême. Revenant sur la révolution pacifique de 1989, Steinmeier a rappelé les « moments de courage et d'espoir » qui ont rendu l'unité possible. Il a aussi reconnu les déceptions persistantes, notamment dans l'Est du pays, et appelé les responsables politiques à s'interroger sur leurs propres erreurs face à la défiance croissante envers les institutions. Le président a vivement dénoncé la « radicalisation de l'espace public », les discours extrémistes et la « diffamation du compromis ». Selon lui, la démocratie libérale est confrontée à un défi qui dépasse largement l'Allemagne : les partis populistes contribuent à fragiliser les systèmes parlementaires dans de nombreuses démocraties occidentales. Son message final se veut néanmoins optimiste : l'Allemagne, affirme-t-il, est « un bon pays » et doit avoir « le courage de se renouveler » pour le devenir davantage.

#### **LE CHIFFRE DE LA SEMAINE**

**12 102**



Les demandes de refus de servir sous les armes pour raisons de conscience (Kriegsdienstverweigerung) connaissent une forte hausse en Allemagne : **12 102 demandes** ont été déposées entre janvier et août 2026, soit plus de trois fois le total enregistré sur l'ensemble de 2025. Cette progression intervient alors que le service militaire obligatoire reste suspendu. Elle pourrait notamment s'expliquer par l'entrée en vigueur, en janvier, de la nouvelle loi sur le service militaire, qui prévoit la conscription obligatoire pour les jeunes hommes nés à partir de 2008 et ouvre la voie à une « obligation militaire de besoin » si les objectifs de recrutement volontaire ne sont pas atteints. Le droit de refuser le service armé pour des raisons de conscience reste garanti par la Constitution allemande. Les autorités signalent toutefois une hausse des demandes mal orientées ou irrecevables, en raison de fausses informations circulant sur les réseaux sociaux.